

## LA GUERRE FRANCO-PRUSSIENNE ET LA COMMUNE

### Le paisible printemps de l'année terrible

En mai 1870, Étampes aime à donner d'elle-même l'image d'une paisible sous-préfecture de Seine-et-Oise, abritée dans les derniers vallons qui précèdent le plateau beauceron, digérant avec une lenteur rurale les avancées du progrès, bien qu'elle ne soit qu'à une heure de chemin de fer de la capitale. Les grandes affaires du moment sont les travaux entrepris pour doter la ville de l'éclairage au gaz et le projet de quelques citoyens de faire abattre les deux pilastres construits un siècle plus tôt à la porte Saint-Jacques devenue trop étroite pour la circulation.

Prudente et loyaliste, Étampes joue sa partition politique à l'unisson du pays, mais en sourdine. Le plébiscite impérial modifiant la constitution de 1852 ne soulève pas de passion particulière. Comme dans tout le reste de l'Empire on vote le dimanche 8 mai 1870. Le oui l'emporte par 75 %, soit un peu moins que la moyenne nationale qui est de 82 %. Il faut dire que le sous-préfet avait bien fait les choses puisque pour les 12 000 électeurs de l'arrondissement il avait fait imprimer 50 000 bulletins OUI. Le chroniqueur du journal local *l'Abeille* remarque ironiquement que cette sage précaution se justifie par le fait « *qu'il s'en perd beaucoup* ». Rien là que de très normal, Étampes n'est pas une ville d'opposition, elle accueille avec bienveillance, comme partout, l'évolution libérale de l'Empire qui, pense-t-on a encore de beaux jours devant lui.

### Étampes sur le pied de guerre...

Début juillet, lorsque parviennent les premiers échos d'une tension avec la Prusse, aucune inquiétude ne transparaît. On brocarde Bismarck, puis on dit bien haut que « *c'est le cadet de nos soucis [et] on a bien plus à faire pour se préserver de la chaleur dévorante du soleil qui vient nous relancer...* » (1). L'annonce officielle des hostilités le 19 juillet 1870, ne provoque pas d'émoi particulier. Un peu à contre-cœur et incrédule, Étampes s'apprête à vivre sur le pied de guerre. Il a fallu une bonne semaine pour que l'idée fasse son chemin et le journal *l'Abeille* affiche un patriotisme modéré et de circonstance : « *... Toute incertitude a cessé. C'est bien la GUERRE que nous aurons. Laissons la parole aux événements ; qu'il nous soit permis d'accompagner de nos vœux les plus ardents les vaillants soldats qui s'en vont sur le Rhin défendre l'honneur de la patrie* » (2). En cette période de moisson la guerre est bien lointaine. Henri de la Bigne, soucieux de mettre à jour les connaissances géographiques de ses concitoyens, rédige un petit article décrivant la frontière du nord-est, théâtre présumé des opérations militaires. Rassurant il signale que : « *les troupes étrangères ne sont jamais entrées dans la ville depuis qu'elle est française.* » (3). L'imprudent stratège amateur parlait de Metz !

Le départ des recrues et des réservistes de l'arrondissement se fait dans la bonne humeur et prend plutôt l'allure d'une fin de permission arrosée que d'une mobilisation si l'on en croit la feuille locale : « *Décidément la Marseillaise va devenir une scie... patriotique si l'on veut mais enfin une scie. Depuis le commencement de la semaine, les jeunes soldats de la réserve se promenaient dans les rues d'Étampes en chantant l'hymne guerrier de Rouget de L'Isle, et ce matin encore en montant en wagon, nous retrouvons d'autres soldats de la réserve... et toujours la Marseillaise. Ils sont du reste assez raisonnables ces braves gens ; ils se sont mis en manche de chemise pour éviter la chaleur, et ce débraillé ne leur va pas mal ;*

*ils descendent au buffet et quand la cloche du départ se fait entendre ils remontent tranquillement en wagon : qui avec une brioche, qui avec une bouteille de vin. A chaque arrêt, les chants reprennent, les uniformes se mêlent dans le brouhaha des quolibets, des mots échangés avec les voyageurs qui attendent à diverses gares ; ils parlent de Berlin. – vous y serez peut-être plus tôt que vous ne le voudrez, leur crie un brave homme à la station de Bouray !* » (4). Le premier effet de la guerre est d'animer la

ville par le passage de miliciens et de soldats à qui l'on offre force rafraichissements (une collecte a été organisée à l'exemple d'autres villes). Les badauds s'en donnent à cœur joie. L'annonce du passage à Étampes d'un régiment de ligne provoque un attroupement à la gare, car le bruit a couru qu'il y avait parmi eux Abd El Khader !

L'insouciance est encore de mise, les lettres de soldats publiées dans la presse sont bien sûr rassurantes et très convenues, imprégnées du naïf optimisme de tous les avant-guerres :

« Chers parents,

*« Je vous écris ces mots pour vous apprendre de mes nouvelles : je me porte très bien, je souhaite que ma lettre vous trouve de même. Il ne faut pas vous tourmenter de moi, je ne me tourmente pas. J'ai été paresseux à vous écrire car je ne voulais pas vous écrire avant de savoir où j'allais. Depuis le 16 nous faisons des apprêts pour aller en Prusse. Je suis parti de Versailles, vendredi à 7 heures du soir par le chemin de fer et arrivé à Nancy à 5 heures du soir le samedi, et nous sommes campé dans la prairie jusqu'à nouvel ordre. Je suis toujours avec M. de Saint-Périer il est content que je sois avec lui et moi aussi. Tout ce que je souhaite est que vous ne vous tourmentiez pas, parce que moi je ne me tourmente pas, et, l'on n'est pas malheureux ; on est reçu partout à bras ouverts. Depuis Versailles jusqu'à Nancy, il y avait du bœuf, bouillon, vin, bière, pain, pour rien à toutes les stations. Rien de plus à vous marquer pour le moment, je finis ma lettre en vous embrassant de tout cœur.*

« Votre dévoué fils. Gustave Berthot. » (5)

Cependant, lentement, la ville et les environ se vident de leurs jeunes gens. Les réservistes partis, c'est le tour des recrues de la classe 69, puis de celles de la classe 70, dont le tirage au sort a eu lieu en juin. On s'est arrêté alors au numéro 66, mais tous les conscrits du canton doivent rejoindre leurs unités dans des conditions précipitées alors que l'étau allemand se referme sur Paris. Les Prussiens bombardent Ablon et tirent sur les trains. Les conscrits partis d'Étampes doivent s'arrêter à Savigny et rejoindre Versailles à pied par Dourdan. (6)

Les gardes mobiles d'Étampes ont un peu plus de chance. Partis la veille, 16 septembre 1870, ils entrent dans Paris juste avant l'investissement de la capitale et l'interruption des communications ferroviaires. Ils y resteront toute la durée du siège. Les « moblots » comme on les appelle familièrement, forment une troupe peu expérimentée. Ces soldats territoriaux levés à la hâte parmi les « bons numéros » qui avaient échappé à la conscription ont été convoqués le 29 août (trois jours avant la défaite de Sedan) au chef-lieu d'arrondissement. Ils constituent le bataillon d'Étampes du 60<sup>e</sup> régiment de la garde mobile de Seine-et-Oise. Ils n'ont pas d'uniformes et encore moins de fusils. Pendant que leurs officiers se rendent à Versailles pour recevoir leurs instructions, les moblots font de l'exercice sous l'œil narquois des gamins désœuvrés qui les imitent. C'est après quinze jours de ce régime que les moblots d'Étampes partent pour Paris non sans avoir bruyamment fêté leur départ dans les rues et les auberges.

Plus de vingt mille soldats sont passés par la ville, un bon millier ont quitté la région alors que la nouvelle des premières défaites et des progrès de l'invasion arrive à Étampes. Devant la sous-préfecture (aujourd'hui l'école de musique) de petits groupes guettent les nouvelles transmises par le télégraphe.

Depuis le 9 août, les Etampois ne peuvent ignorer la gravité de la situation. Le sous-préfet Vivaux les a informés que le département est en état de siège et qu'il faut convoquer d'urgence la garde nationale sédentaire. Cette troupe, pale héritière dans l'ancienne milice bourgeoise, qui n'existe plus que sur le papier, depuis la création des mobiles en 1849, est une bien maigre protection pour une ville qui sent

approcher la menace prussienne. Les poses guerrières de ces bourgeois en armes font tellement sourire que s'en est devenu un thème classique de la caricature de l'époque. Le sous-préfet et le maire se plaignent du peu d'enthousiasme qu'ils rencontrent auprès des Etampois : sur un effectif théorique de 1000 gardes on en réunit à peine la moitié ! Effort tardif et bien inutile car les fusils et les cartouches commandés à Versailles se sont égarés à cause de la désorganisation des transports. Quand ils arrivent il est trop tard, on essaie vainement de les mettre à l'abri en les expédiant sur Orléans, mais ils seront interceptés par les Prussiens. Le maire ne peut compter que sur 60 fusils dans le poste de garde de l'Hôtel de Ville ; c'est suffisant pour maintenir l'ordre mais dérisoire pour envisager une résistance organisée.

Au début de septembre, le sous-préfet Vivaux en informe sa hiérarchie : « *Étampes est une ville ouverte, malgré mes efforts pour remonter le moral de la population qui m'entoure, le sentiment de peur l'emporte... cette situation est celle de tout mon arrondissement qui ne compte que des communes rurales...* » (7). La seule solution serait, selon-lui, de faire couvrir la ville par des troupes auxquelles il joindrait les quelques fusils courageux des environs pour retarder la marche de l'ennemi. Mais l'autorité militaire en décide autrement. Un officier du génie venu inspecter les lieux juge que seule la gare mérite d'être défendue d'un coup de main de l'ennemi. Des travaux sont donc envisagés. Il faut entourer le bâtiment d'un fossé de 4 mètres et boucher les entrées avec des madriers. La route de Dourdan et le boulevard Henri IV seront barricadés pour faire de la station d'Étampes une imprenable redoute. Quelques jours plus tard les travaux sont jugés inutiles par la compagnie d'Orléans. Avant de partir, l'officier du génie donne cependant quelques conseils simples pour assurer la sécurité : entretenir quelques guetteurs qui, sur la tour de Guinette, se mettraient en rapport avec les villages voisins pour les avertir de l'arrivée d'éclaireurs ennemis ou de maraudeurs ! Redonner au donjon royal de Philippe Auguste un rôle militaire qu'il avait perdu depuis Henri IV, est peu rassurant et pour tout dire ridicule !

### **Une municipalité de crise ?**

Le réflexe constant des Etampois sur la longue durée, quand le danger menace, est de se tourner vers les autorités municipales. Ces notables élus et investis ont l'obligation morale de veiller à la protection de leurs concitoyens. Or, la guerre et les premières victoires prussiennes surprennent Étampes en pleine campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal. Un premier tour très disputé, a eu lieu le 6 août. Malgré la faible participation le dépouillement se poursuit jusqu'à 4 heures du matin. Les résultats sont décevants il n'y a que 5 élus sur 23 ! Le maire sortant, Albin Pommeret des Varennes qui n'a obtenu que peu de suffrage abandonne la partie. Peut-être paye-t-il ses sympathies conservatrices et bonapartistes ? Son fils, Saint-Cyrien et officier d'infanterie a fait les campagnes de Chine de 1859 à 1862 et a enchaîné presque aussitôt avec la désastreuse expédition mexicaine, où il a reçu la croix de la légion d'honneur. Il est aussi probable que Pommeret a été poussé vers la sortie par le sous-préfet Vivaux qui le juge déconsidéré, exalté et peu susceptible d'organiser la défense de la ville. Le nouveau conseil municipal n'entre en fonction que le 26 août ; qui porte à sa tête Alphonse Philippe Auguste Brunard, le 4 septembre 1870, le jour même de la proclamation de la République par Gambetta, deux jours après la reddition de Napoléon III à Sedan ! Étampes, avec une rapidité dont elle est peu coutumière prend acte du changement de régime. Lorsqu'on examine attentivement le procès-verbal d'installation du premier magistrat consigné sur le registre municipal on s'aperçoit que la formule : « *le maire jure fidélité à la Constitution et à l'Empereur* » avait été prudemment écrite au crayon papier. Il suffit donc de gommer le dernier terme et de surcharger à l'encre « *à la Constitution et aux lois* ». Il reste bien quelques traces, mais tout est conforme à la légalité républicaine naissante.

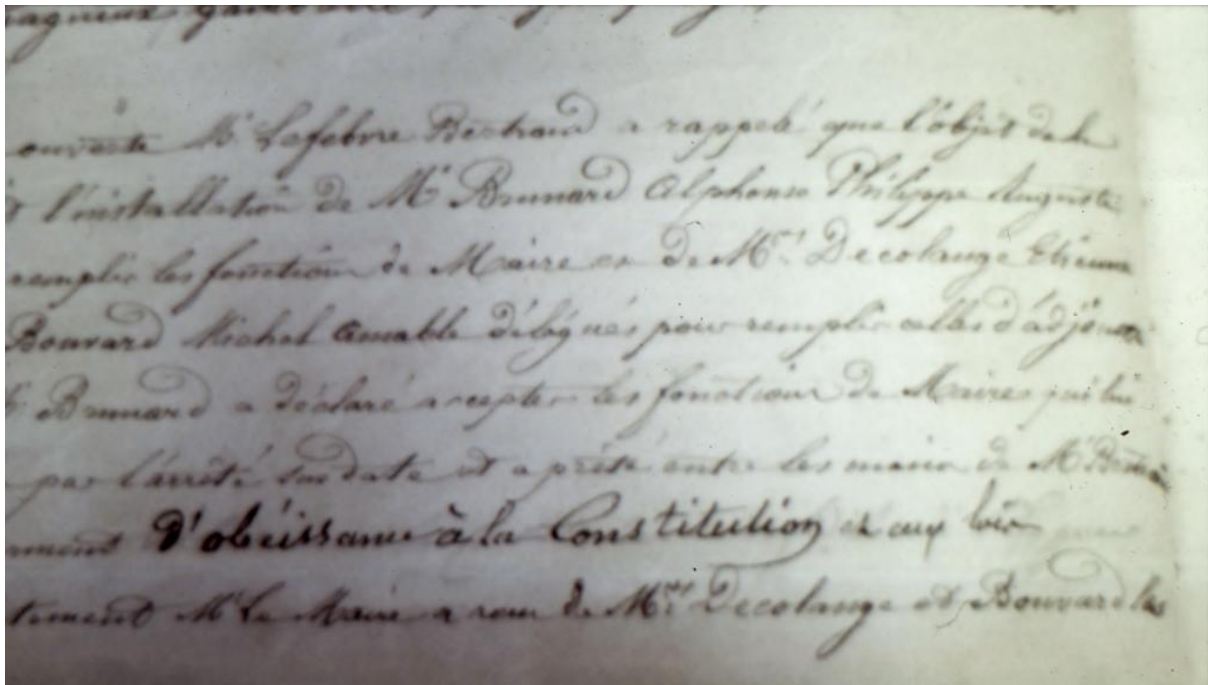


Fig 1 : Obéissance à la Constitution et aux lois, surchargeant « obéissance à l'Empereur » dont on devine encore la trace, proclamation de la République le 4 septembre oblige !

Fig 2 : A droite, portrait photographique d'Alphonse Brunard, cliché Serge Poeuf, in Corpus étampois.

Le sous-préfet Vivaux apprécie Alphonse Brunard, le nouveau maire, déjà conseiller dans la municipalité précédente, c'est un négociant et un industriel entreprenant, il installera à Étampes le premier moulin à vapeur. Il ne s'affiche pas bonapartiste, ni non plus républicain. Il est avant tout investi dans ses fonctions. Vivaux le présente au préfet comme énergique et l'homme de la situation : « *il a tenu bravement tête à plusieurs braillards plus pressés de faire disparaître un buste (celui de l'Empereur) que de songer à la composition immédiate des cadres d'officiers de la garde nationale.* » (8). C'est donc à un notable respecté et homme de caractère qu'échoit la responsabilité de la ville, au moment où les Etampois, pris dans la tourmente des événements militaires sont à portée de canon, puis de fusils des Prussiens.

### Étampes, ville de front ou ville de l'arrière ?

Incapable de se défendre et sans grande volonté de résister, la ville ne peut assister qu'impuissante à l'invasion allemande. Elle reste sans prise sur les combats, proches ou lointains, dont l'issue incertaine peut faire de ses faubourgs un théâtre d'opérations.

Deux épisodes célèbres de la guerre franco-prussienne placent la Beauce dans la zone de belligérance. Le désastre de Sedan (1<sup>er</sup> septembre 1870) permet aux armées allemandes de venir assiéger Paris et d'occuper en un peu plus d'un mois tout l'espace entre Seine et Loire. Ensuite, c'est la capitulation de l'armée de Bazaine enfermée. Après Sedan, la III<sup>e</sup> armée allemande commandée par le prince royal de Prusse et le général bavarois Von der Thann se rue sur Paris pour l'investir. A partir du 12 septembre, elle longe la rive droite de la Seine vers Vigneux et Ablon, puisque tous les ponts ont été détruits jusqu'à Montereau. Le 17 septembre les Bavarois franchissent le fleuve à Corbeil, après avoir bombardé et pris

la ville. Deux jours plus tard, les armées allemandes occupent Versailles et parachèvent l'investissement de la capitale, désormais isolée du reste du pays. Le prince Albert de Prusse, lui, traverse la Seine à Melun avec ses cavaliers et pousse jusqu'à Milly-la-Forêt et Dannemois. Étampes n'est toujours pas occupée même si des éclaireurs ennemis s'y montrent régulièrement depuis le 19 septembre. L'avance allemande marque une pause du 22 au 28 septembre parce que Von der Thann, prudent et méthodique, concentre ses troupes autour d'Arpajon, pendant que le commandement français n'est pas encore en mesure d'opposer un corps de bataille organisé face à la progression des Bavarois. L'armée de la Loire, commence à peine à se constituer, regroupant les forces disponibles dans les forêts d'Orléans et de Pithiviers. Pendant cette période quelques unités se risquent en Gâtinais et en Beauce pour ralentir la marche de l'armée allemande, avant de s'évanouir et disparaître par les vallées. Un de ces engagements met aux prises, le 18 septembre, à Dannemois, jour de la fête locale, des francs-tireurs de Paris renforcés par des gardes nationaux du crû à un régiment de hussards de la mort, venant de Melun. En deux heures de combats, les Français cachés dans les bois de Courances et de Moigny, mettent hors de combats 250 Prussiens et tuent le colonel. Ils n'ont à déplorer que la perte de 4 francs-tireurs. En mesure de représailles, les Prussiens incendient une quinzaine de maisons et pillent le village. Le maire et son fils, un instant, menacés d'exécution, sont emmenés dans un groupe de 11 otages (9). L'engagement le plus proche d'Étampes, se déroule sur la route de Pithiviers, à la ferme de Courpain, le 8 octobre 1870. Deux compagnies de Francs-tireurs, des parisiens et quelques beaucerons, sont embusqués dans les vallées de la Juine et de l'Eclimont, vers Fontaine-la-Rivière. Elles reçoivent le renfort de lanciers patrouillant aux abords de Sermaises, au moment où l'avant-garde prussienne pousse sur la route. La fusillade et la canonnade dure toute la journée. Puis réalisant qu'ils sont face à un corps d'armée, les Français se replient par la vallée sur Méréville, où les Prussiens, pour la perte de huit hommes, fusillent deux francs-tireurs et imposent une amende de 50 000 Francs. (10).

L'avant-garde prussienne sonde la résistance française dans toutes les directions. Début octobre, les colonnes ennemies s'aventurent jusqu'à Ablis vers l'ouest et Toury au sud en venant de Pithiviers. Dans cette dernière ville, les Uhlans prussiens se heurtent à une vive résistance qui les fait battre en retraite jusqu'à Angerville. Rendus furieux par cet échec, ils chargent à la lance les habitants de Pussay trop curieux, qui baguenaudaient sur le pas de leur porte. De manière inattendue, c'est par le sud qu'Étampes est occupée le 6 octobre 1870, alors que tous les mouvements précédents l'avaient épargnée. Les jours suivants, elle est traversée par le gros de l'armée bavaroise qui, venant d'Arpajon, fait route vers Orléans.



Fig 3 : Soldats volontaires et irréguliers organisés par départements, comme les gardes mobiles, ils pratiquent l'embuscade pour ralentir l'avancée prussienne. De nombreux villages beaucerons ont encore aujourd'hui, une « rue des francs-tireurs ».

Les Prussiens ayant acquis la certitude que ces soldats isolés sont en liaison avec une armée française qui se constitue sur la rive sud de la Loire, consolident leurs arrières. Ils établissent un camp autour de Marolles en Beauce et de la Forêt Sainte-Croix, avant d'envisager de reprendre leur marche vers le sud.

Le Combat décisif a lieu le 10 octobre, autour d'Artenay. Les Allemands disposent 14 000 hommes et de 102 pièces d'artillerie. Ils avancent en plusieurs colonnes de part et d'autre de la route « ci-devant impériale » de Paris à Toulouse. En face, le commandement français ne peut aligner que des unités disparates, régiments de ligne, troupes d'Afrique, mobiles et francs-tireurs, soit 8 000 hommes qu'on a rassemblé à la hâte. Les tirailleurs algériens arrivent à Artenay après une marche de 48 kilomètres. Ils n'ont que 5 heures de repos quand ils enchainent avec un combat qui dure plus de 6 heures. La position d'Artenay, rendue intenable par la supériorité de l'artillerie ennemie, est évacuée. On se replie dans le désordre, au milieu d'une foule de badauds venus d'Orléans pour assister au combat. Le lendemain, 11 octobre, Von der Thann installe son état-major à Orléans.

La bataille de Coulmiers un espoir de courte durée.





Fig 4 : La victoire de Coulmiers, reprend Orléans dont on aperçoit la cathédrale au loin. Le général d'Aurelles de Paladines en cavalier victorieux. Un zouave surveille un Prussien et un Bavaois prisonniers.

La veille de la défaite d'Artenay, Gambetta, échappé de Paris en ballon dirigeable, a rejoint Tours. C'est dans cette ville que la délégation du gouvernement de la Défense nationale, dirigée par Crémieux et Freycinet, lève en un mois une armée de 600 000 hommes ; essentiellement des troupes d'Afrique, des francs-tireurs et des légions de gardes mobiles venus des départements non occupés de l'ouest et du sud. Le commandement en est confié au général D'Aurelles de Paladines, qui a fait toute sa carrière outre-mer. Tours a été choisie parce que c'est un nœud ferroviaire important qui permet la concentration des troupes qui partiront à la reconquête du terrain perdu. D'Aurelles de Paladines réussit à former deux corps d'armée entre Vierzon et Salbris, soit 100 000 hommes qu'il dispose début novembre, sur une ligne parallèle à la Loire, entre Argent sur Sauldre et Blois, masquant ainsi ses mouvements à l'abri des forêts solognotes. L'offensive commence par le franchissement du fleuve en plusieurs points : Sully, Blois et Meung. L'attaque est portée le 7 novembre à l'ouest d'Orléans, les Bavaois sont bousculés dans la forêt de M, deux Marchenoir, deux jours plus tard, ils sont battus à Coulmiers en pleine Beauce. Von der Thann réalise alors qu'il est dans une position délicate. S'il reste à Orléans, il risque d'être coupé de ses alliés Prussiens. Il préfère donc évacuer la ville et se replier par petites étapes, plus au nord, par la route de Paris, à Artenay, Toury et Angerville. Le recul effectué, la IIIe armée se déploie dans un arc de cercle qui court de Beaune-la-Rolande à l'Est jusqu'à Châteaudun à l'ouest de part et d'autre de la route de Paris où est installé le commandement vers Toury. D'Aurelles de Paladines hésite à exploiter la victoire de Coulmiers en marchant sur Étampes pour couper la retraite allemande. Il préfère fortifier sa position au nord de la Loire en s'appuyant sur les forêts pour faire d'Orléans un camp retranché. Cette décision se justifie par le projet de mener une offensive coordonnée avec les troupes assiégées depuis deux mois dans Paris. Le 24 novembre, le général Trochu qui commande Paris envoie un message par ballon sur ses intentions. Des vents contraires le font dériver le lendemain vers la Norvège ! Tours

n'est informé de la sortie parisienne que le 29 novembre, mais c'est déjà trop tard. Les Allemands libérés par la capitulation de Bazaine à Metz, acheminent d'énormes renforts autour de Paris et sur la Loire. Le 28 novembre, les Français échouent dans leur tentative de percée à Beaune-la-Rolande. Ils subissent un nouvel échec en Beauce, dans le Village de Loigny, entre Orgères et Toury, le 2 décembre 1870. L'armée de la Loire est battue et se replie définitivement au sud du fleuve. D'autres combats auront lieu, notamment les sorties parisiennes désespérées pour desserrer l'étau, au Bourget ou à Buzenval. Le 28 janvier l'armistice réclamé par Thiers est signé.



Fig 5 : *L'agonie du général de Sonis, commandant des zouaves pontificaux. Ce tableau qui figura longtemps dans l'église de Loigny est l'œuvre de Lionel Royer dont on connaît surtout le « Vercingétorix jette ses armes aux pieds de César », souvent repris par les manuels scolaires républicains, alors que le tableau de Loigny est dans une imagerie plus sulpicienne, reprise dans les manuels scolaires des écoles religieuses.*

**Les mémoires de guerre en Gâtinais et en Beauce**



Revenons un instant sur ces batailles qui ont laissé des traces différentes dans les mémoires locales et nationales.

A Beaune-la-Rolande, le corps de bataille français qui se monte à 35 000 hommes est composé de d'infanterie de ligne, de soldats d'Afrique (zouaves et turcos) renforcés par les mobiles et les francs-tireurs de différents départements dont l'expérience militaire est très récente. Les Prussiens, pourtant moins nombreux font échouer l'offensive française. Parmi les victimes enterrées dans l'ossuaire de Beaune, deux ont laissé une trace mémorielle significative. Le premier est le peintre impressionniste Jean Frédéric Bazille, âgé de 30 ans, engagé par patriotisme dans un régiment de zouave. Ce fils d'une riche famille protestante de Montpellier était l'ami de Renoir et de Manet. Une exposition récente lui a été consacrée au musée d'Orsay. Il demeure le symbole d'un talent sacrifié. Le deuxième est un soldat d'Afrique, un turco algérien du nom d'Ahmed Ben Kaddour tué après avoir tiré à de nombreuses reprises sur des Prussiens caché dans un abri. Ce fait d'arme a été immortalisé le peintre Jules Simon dont le tableau est exposé au musée de l'armée. Le sort tragique des armes a réuni dans un même temps et peut-être dans une célébration commune, le jeune peintre bourgeois, sergent de zouave, et le turco algérien, modèle d'une peinture héroïque.

*Fig 6, 7, 8, 9 : Portrait photographique de Bazille et la plaque apposée à la demande de sa famille, à l'endroit où il a été tué. A droite, « Le turco Ben Kaddour » Tableau de Jules Monge (1892), au musée de l'armée. La maison de Juranville où il est mort après avoir tué sept Prussiens est restée célèbre, photographiée en carte postale (ci-dessous)*



A Coulmiers et à Loigny, les cultivateurs ont glané dans leurs champs les fruits de : « *nout' récolte ed' d' soixant'-dix* » dont le récit a bercé l'enfance de Gaston Couté et nourri son antimilitarisme. Il se fait l'écho de ce souvenir dans sa célèbre « *complainte des ramasseurs d'morts* », écrite en 1898. Le poète réuni dans une même compassion, *deux moblots, un bavaroué* tombés au combat :

« l'premier j'avons r'trouvé son bras,

Un galon de lain'roug' su' la manche  
Dans un champ à Tienne, au creux d'eun' ra'  
Quant au s'cond, il 'tait tout d'eun' pièce  
Mais eun' ball' gn'avait vrillé l'front [...]  
L'trouésième, avec son casque à ch'nille,  
Avait logé dans nout' maison  
Il avait toute eun chié' d'famille  
Qu'il eusspliquait en son jargon. (11)

A Loigny (aujourd'hui Loigny-la-Bataille) les casques, les képis et les armes collectées au gré des labours ont servi de base à un musée longtemps installé dans la sacristie de l'église et aujourd'hui dans un espace muséographique dédié. Un peu à l'écart du village, dans le « *bois des zouaves* » un monument célèbre le souvenir du général de Sonis et des zouaves pontificaux. Cet épisode militaire mérite qu'on s'y arrête un instant. Pendant les combats, une partie des régiments formés de moblots et de francs-tireurs sans grande expérience militaire fuient sous le feu des Prussiens. Deux corps de troupe résistent et enrayent la débandade : les mobiles bretons du commandant de Charrette et les zouaves pontificaux (originaires de l'ouest de la France) qui chargent au cri de : « *vive la France, vive Pie IX !* ». Le général de Sonis, blessé au cours de la bataille, reste étendu dans le bois avant qu'on vienne le secourir. Le récit de ses souffrances est devenu, sous la troisième république, un classique destiné à l'édification morale et patriotique des enfants des écoles chrétiennes : « *Vers onze heures du soir, la neige commença de tomber à gros flocons. Peu à Peu les cris cessèrent ; les moribonds rendaient l'âme, le froid engourdissait tout ; il se fit un silence de mort... je vis deux formes humaines se trainer vers moi. C'étaient deux zouaves pontificaux, tout deux enfants du peuple, car l'un était attaché au service du curé de Saint-Brieuc, l'autre était un ouvrier cordonnier parisien [...]. Ces deux jeunes blessés qu'une foi commune avait placé au milieu de la meilleure noblesse de France, étaient de fervents chrétiens, et ils venaient me demander de parler de Dieu.* » (12)

Ce récit de Mgr Baumard, nous renseigne peu sur la bataille, en revanche il nous dit beaucoup sur la mémoire catholique de la guerre franco-prussienne. Les zouaves pontificaux étaient des volontaires majoritairement français, chargés de défendre les Etats du pape contre les partisans de l'unité italienne. En septembre 1870, après la chute de Rome, le régiment est licencié et rentre en France. Charrette et de Sonis remobilisent les volontaires sous leur ancien uniforme et propose leur service au gouvernement de la Défense nationale. Ces soldats, qui étaient dans une tradition catholique ultramontaine, monarchiste et conservatrice, viennent se battre aux côtés de gardes mobiles et de gardes nationaux plutôt républicains. Le patriotisme guerrier qui était une valeur ancrée à gauche, depuis les armées de la Révolution, s'installe aussi dans la droite catholique. Ce basculement, prépare le ralliement futur des « blancs » à la République.

En Beauce et dans le Gâtinais, les souvenirs de la guerre franco-prussienne sont restés vivaces jusqu'au premier conflit mondial. Ils ont pourtant nourri des choix politiques antagonistes de l'antimilitarisme à l'exaltation de la revanche.

Étampes, bien qu'à proximité du front, dans la zone des turbulences, est restée une ville de l'arrière, soumise pendant cinq mois à la *pax germanica*.

Étampes, ville de l'arrière prussien

La présence de l'armée allemande à Étampes peu se résumer en trois mots : passage, occupation et réquisitions.

Pendant cinq mois, il passe une moyenne journalière de 1000 soldats, mais, la veille de la bataille d'Artenay, plus de 10 000 hommes traversent Étampes ! Les officiers sont logés en ville, les hommes et les chevaux campent au nord, entre le faubourg Saint-Pierre, les abattoirs et la gare. Quant à l'occupation permanente elle est assurée par 500 à 1000 étapiers bavares d'octobre 1870 à janvier 1871, puis par la *Landwehr* prussienne jusqu'à la mi-février. Leur fonction essentielle est d'assurer le ravitaillement de l'armée allemande.

Au dire du maire, les rapports avec les troupes sédentaires ne sont pas trop mauvais. L'éditorialiste de l'Abeille confie que : « *ce sont de bons bougres, [...] au bout de cinq mois on a appris à se connaître* ».

Le coût d'entretien d'un soldat prussien est soigneusement tarifé par l'administration militaire. Il faut fournir par homme et par jour 750 grammes de pain, 500 grammes de viande, 250 grammes de lard, du café, du tabac ou des cigares, plus un demi-litre de vin ou un litre de bière. Sans oublier l'avoine, le foin et la paille pour les chevaux. Ce qui fait 8 francs par jour, disons l'équivalent d'une bonne journée de salaire d'un ouvrier très qualifié. Le coût d'un officier se monte au double. Un officier supérieur revient à 25 francs, soit une semaine de salaire !

Presque quotidiennement, les officiers d'intendance bavares transmettent au conseil municipal les ordres de réquisition que le maire signe et prend sur lui de répartir entre les habitants. Lourde responsabilité, mais ce système qui a l'avantage de fixer une norme et d'éviter les exactions, semble avoir fonctionné à la satisfaction de tous. Les Allemands n'ont eu recours qu'exceptionnellement aux réquisitions directes, plus brutales et plus difficiles à évaluer. Des commerçants, des artisans et des fermiers d'Étampes ont dû répondre aux exigences de l'occupant, très peu ont accusé après coup Brunard et ses adjoints d'une attitude partielle. Ces fournisseurs involontaires de l'ennemi ont soigneusement relevé sur des factures la liste et les montant des fournitures réquisitionnées, dans l'espoir de se faire rembourser après la guerre. Une partie des dossiers d'indemnisation ont été conservés dans les archives municipales, c'est pour nous l'occasion de faire un inventaire hétéroclite. A côté des couvertures, toiles et flanelles, on trouve des cruches, carafes et verres, des tuyaux de poêle, des fers à chevaux et un nombre impressionnant de vases de nuit !

Si les Etampois se font une raison de l'occupation et du passage des troupes, ils sont indignés de voir leur ville transformée en centre d'approvisionnement. Les chevaux et les voitures des fermiers d'alentour (plus de 500) sont réquisitionnés et parqués dans les bâtiments de la gare des marchandises. Les cochers doivent rester là en attendant que l'autorité militaire leur donne un ordre de transport. Les Etampois regardent en connaisseurs passer les troupeaux de bovins et de moutons saisis par les vivandiers allemands. A défaut des habitants le sujet alimente les conversations. On dit qu'à : « Pithiviers, à Boynes, les Bavares qui avaient parmi eux d'anciens garçons bouchers, n'ont pris que les bêtes d'élite ». On s'indigne que : « *des moutons allemands sont casernés à Saint-Michel ; [...] ils occupent la journée les prés et les jardins d'alentour ; bientôt les arbres n'auront plus d'écorce et les choux ont disparus, tout leur est bon à ces moutons allemands.* » (13).

Au pillage organisé selon les tacites lois de la guerre, s'ajoutent les inévitables exactions, vols et violences de soldats ivres ou incontrôlés. Comme toujours les fermes isolées ou les petits villages sont plus exposés à ce genre d'action que les villes. Tous les animaux des fermes de Villesauvage, très mal situées à la sortie sud d'Étampes, ont été volés par des soldats de passage. A Ormoy-la-Rivière, les soldats menacent de brûler le village s'ils n'obtiennent pas sur le champ trois tonneaux de vin. Le maire de Brières-les-Scellés est balaféré par un officier qui le trouve trop lent à satisfaire ses exigences ! A Étampes, la plus notable victime est l'inspecteur scolaire de l'arrondissement ; il se plaint auprès des

autorités académiques que des Prussiens en route pour Artenay ont saccagé sa maison et emporté le linge, l'argenterie et une forte somme d'argent. Les gestes de mauvaise humeur et de récrimination contre l'occupant sont au reste peu nombreux. On accuse plus volontiers d'énigmatiques maraudeurs qu'on soupçonne être des juifs, montés sur des chariots lorrains qui suivent comme des charognards la progression des armées. Face au malheur du temps, resurgissent les vieilles rumeurs accusatrices contre les colporteurs, les rôdeurs étrangers et les vagabonds.

L'entrée des Prussiens à Étampes ne soulève ni peur excessive ni panique. La première réaction, c'est l'incrédulité et la prudence. Dix jours avant leur arrivée, l'*Abeille* d'Étampes a du mal à croire que : « *Notre riante vallée [sera] souillée par des hordes barbares qu'on croirait contemporaines d'Attila* ». Une petite centaine d'habitants, des rentiers et des propriétaires, si on en juge par une liste conservée aux archives, préfèrent mettre une sage distance entre eux et les Prussiens et se réfugient en province. Comme le maire menace de réquisitionner en priorité les maisons délaissées pour le cantonnement des troupes, certains hésitent à partir. D'autres en confient la garde à des domestiques ou à des voisins, écrivant au maire que des affaires urgentes les retiennent momentanément en province...

Les premiers uniformes allemands sont aperçus à Étampes le 19 septembre 1870 en milieu d'après-midi, alors que la population est affairée dans les coteaux car c'est le premier jour des vendanges. Il s'agit d'une quarantaine de cavaliers prussiens, trainant derrière eux quelques chariots. Il se dirigent sur Étampes après avoir mis le feu à une ferme près d'Etrechy et tiré quelques coups de feu dans les bois de Brunehaut. La curiosité l'emporte sur la peur : cinq cent personnes, femmes, enfants badauds se portent à leur rencontre sans aucune hostilité. Ce qui leur vaut cette admonestation grandiloquente du chroniqueur local : « *Nous sommes bien peu patriotes, ô Français de la décadence, ils entrent dans vos villes et vous les recevez mieux que des soldats français ; on leur sourit dans les rues et les faubourgs [...] prenez garde cela frise la trahison.* » (14).

C'est ce jour là que se produit la fameuse altercation entre des cavaliers prussiens et le maire d'Étampes, Alphonse Brunard. Un épisode sur lequel a été bâtie, avec peut-être un brin de complaisance, une réputation de bravoure et d'énergie. Le corpus étampoïse a publié tous les récits concernant cet épisode (15). Léon Marquis en 1881, Henry de la Bigne dans l'*Abeille*, dix ans plus tôt, et Charles Béranger dans un cahier manuscrit non daté font le même récit canonique de l'événement dont aucun n'affirme avoir été le témoin. Le maire reçoit dans la cour de l'hôtel de ville, un officier prussien et quelques cavaliers pendant que les autres, devant les grilles, font face à la foule massée sur la place. Brunard irrité par les exigences de l'officier le saisit au collet, les soldats le mettent en joue mais n'osent pas tirer de peur de tuer leur chef. Les Prussiens finissent par se retirer et n'obtiennent que le droit d'étape dans la ville. Le récit de l'*Abeille* et celui de Béranger se recoupent au point d'employer les mêmes mots et expressions sans qu'il soit possible de déterminer qui en est l'auteur premier. Le manuscrit de Béranger, même s'il a été peut-être témoin de l'affaire, n'est pas un journal écrit à chaud, mais une reconstruction postérieure de la période. Peut-être même, s'est-il servi de la prose de La Bigne pour écrire ? Il est impossible de trancher. La dernière évocation de l'événement, faite cette fois par un témoin, dans l'hommage funèbre à Brunard, par le meunier Louis-Laurent Chenu est plus sobre. Brunard a résisté aux exigences des soldats et n'a pas cédé devant la menace des armes. Son attitude courageuse les a fait hésiter, ils ont baissé les fusils. Il est probable que la présence de la foule ait contribué à cette temporisation puisqu'ils obtiennent ce qu'ils venaient chercher, le gîte et le couvert.

Replaçons la « geste héroïque » de Brunard dans son contexte, les cavaliers qui arrivent en ville, s'apparentent plus à une avant-garde d'éclaireurs qu'à une troupe en marche, même si le gros de l'armée allemande arrive depuis Arpajon. Devant l'absence de résistance de la population ils ont probablement voulu forcer leur avantage et poser « *d'outrecuidantes prétentions* » (15). Le maire, qui est un homme énergique, habitué à la pression, un industriel qui a l'habitude de négocier, a eu assez



de lucidité pour juger la situation et refuser ce qui lui paraissait excessif. Ce n'est qu'une hypothèse, mais elle est confirmée par les jugements moqueurs que les Etampois portent sur le comportement d'autres villages face à l'ennemi. On rit de la naïveté des habitants de Saint-Arnoult qui, après que des éclaireurs aient annoncé la venue de 12 000 hommes, tuent des porcs, cuisent du pain et finalement en restent pour leur frais.

L'admiration que les Etampois vouent à leur édile tient autant à son courage qu'à sa capacité à négocier des conditions moins dures. Lorsque la ville est taxée d'une amende de 40 000 francs pour le sabotage du fil télégraphique. Il refuse de payer, expliquant que le câble a été coupé à l'extérieur de la ville et que les habitants n'y sont pour rien. Son entêtement lui vaut d'être pris en otage avec d'autres membres du conseil. Il négocie avec Von der Thann et obtient du bavaïse une réduction de moitié de l'amende. Elle est ensuite répartie entre les 400 contribuables les plus imposés d'Étampes. Ce qui ne se fait pas sans difficulté et protestation de la part de certains qui auraient préféré que l'on acquitte l'amende avec l'argent de l'emprunt lancé pour venir en aide aux ouvriers sans travail ! La gestion municipale pendant l'occupation est faite d'une manière rigoureuse en écartant tous les égoïsmes dans la répartition des charges. Cette intégrité vaudra à Brunard, en 1900, l'apposition d'une plaque sur sa maison et dans la rue qui porte son nom. On peut aussi comprendre que les mémoires locales aient eu tendance à magnifier le courage du maire en construisant une légende héroïque.

La ville étant éloignée des combats, la réalité de la guerre ne la touche que par ricochet. C'est le passage de longues colonnes de prisonniers et le séjour de centaines de blessés qui font prendre conscience aux Etampois de l'ampleur de la défaite. Nous avons plusieurs témoignages de l'effet produit dans la ville et la région de la vision des prisonniers français.

Gabriel Fautras, instituteur du petit village beauceron de Bricy, est arrêté et pris en otage après la défaite d'Artenay. Étampes est sa première halte sur le chemin de la captivité qui le conduit par la Ferté-Alais et Corbeil, vers l'Allemagne du nord. Plus de vingt-cinq ans après cette expérience, l'ancien maître d'école devenu inspecteur primaire, rédige ses souvenirs à l'attention des jeunes générations. Il se rappelle qu'après Angerville les Beucerons ont manifesté leur solidarité et leur compassion. Sur le pas de sa porte, un habitant du lieu qui s'indigne, est arraché à sa femme et son enfant et emmené de force jusqu'à Étampes où il peut par bonheur s'échapper... Gabriel Fautras nous fait apercevoir l'atmosphère de la ville : « *Les prisonniers entrèrent à Étampes sur quatre rangs, les femmes pleuraient, les hommes s'indignaient... Des inscriptions à la craie sur les portes indiquaient le logement des troupes allemandes [...] les prisonniers furent parqués à l'extrémité nord de la ville dans le jardin ruiné d'un établissement industriel [...] des fenêtres on voyait la ville entière[...] et la voie ferrée déserte.* » (17). C'est un choc pour la population qui secourt les prisonniers en leur lançant du pain des fenêtres. Quelques-uns parviennent à s'évader grâce à la complicité des habitants qui leur fournissent des habits civils.

Après la bataille de Loigny, les mêmes scènes se reproduisent et les captifs bénéficient de la même solidarité. Trois églises d'Étampes sont réquisitionnées l'espace d'une nuit pour héberger les soldats vaincus, renouant ainsi avec une fonction qui avait été la leur sous la Révolution. D'après un sous-officier de Marine qui écrit pour remercier les Etampois de leur dévouement, on peut évaluer à 500 sur un total de 6000 les prisonniers qui ont pu profiter des circonstances *pour « tourner les talons aux forteresses prussiennes »* et tromper la vigilance des gardiens grâce à des habits d'honnêtes bourgeois prêtés par la population locale.



## Les prisonniers de l'armée de la Loire



Fig 10 et 11 : *Prisonniers traversant Étampes*, illustration du livre de Gabriel Fautras. A droite les prisonniers parqués dans la cathédrale Saint Spire de Corbeil. C'est par là que passèrent les vaincus de Loigny. Photo publiée dans le Bulletin de la Société Historique et archéologique de Corbeil.

Quant aux blessés, Prussiens et Français, la centaine de lits de l'hospice d'Étampes ne suffit plus à les accueillir. On transforme en ambulance tous les bâtiments publics et ceux des institutions. Le collège, le théâtre, la sous-préfecture et les écoles reçoivent ainsi leur contingent de victimes. Les juges sont priés de déguerpir du tribunal et doivent se replier sur l'Hôtel de Ville. Quelque soit leur nationalité les blessés sont soignés avec un égal dévouement par les sœurs de l'hospice. Pour faire face aux besoins, l'économe doit puiser dans les réserves habituelles du bureau de bienfaisance. L'émotion est grande après Coulmiers et les combats de la Beauce, des collectes sont organisées au profit des blessés. Quarante-neuf soldats français décèdent à l'hôpital d'Étampes, la plupart originaires des départements du sud et de l'ouest de la France. Il y a aussi un soldat colonial. Une société patriotique se constitue et prend sur elle de rechercher les familles et de leur adresser des condoléances. L'argent récolté servira en 1872, à l'érection dans le monument aux morts dans le cimetière Notre-Dame, il y est toujours.



Fig 12 : Monument aux morts de la guerre de 1870-1871, Cimetière Notre-Dame ancien, Étampes.

Dans l'attente de la paix...

Le sentiment des Etampois pendant ces mois tragiques, où ils n'ont pas de prise sur les événements, est celui de provinciaux profondément pacifistes. Le début de la guerre qui interrompt les travaux agricoles surprend. On s'y résout avec devoir, mais sans « fièvre guerrière » ; ce qui ne veut pas dire pour autant que la population ait été indifférente au sort des armes, ou qu'elle manquât de patriotisme. Les lendemains de bataille, même victorieuse, déchantent. Le succès de Coulmiers n'inspire au chroniqueur de l'Abeille aucun enthousiasme : « *vent de galerne, pluie et neige pendant deux jours, joli temps pour se battre dans la Beauce dans les terres détrempées [...] pauvres gens ils en ont assez, Français et Allemands [...] les Bavarois se battent pour le roi de Prusse* » (18). Le moins que l'on puisse dire est que Henri de la Bigne n'est pas un fervent soutien du gouvernement de la défense nationale qui siège à Tours. A l'énergie républicaine de Gambetta, il préfère la prudence de M. Thiers. Il n'est pas le seul. Lorsque le petit marseillais était passé par Étampes, le 29 octobre 1870, une foule énorme, malgré la pluie, se presse à l'hôtel du grand courrier, où il s'arrête une demi-heure, le temps de changer les chevaux. Il est accueilli aux cris de : « *Vive M. Thiers ! Vive la France !* ». On lui fait comprendre que « *tout le monde désire une paix honorable* » (19).

En attendant la paix, l'armistice qui est signé le 28 janvier 1871, soulage Étampes de l'occupant. On se réjouit de voir partir les Bavarois qui tenaient garnison dans le faubourg Saint-Pierre. Finis les défilés de tous les peuples germaniques et de leurs uniformes : Hessois, Hanovriens ou Mecklembourgeois, que l'on a appris à reconnaître. La présence ennemie ne disparaît pas pour autant des rues de la ville, même si elle devient plus pacifique et discrète. Les Allemands restent jusqu'au 21 mars. Aux garnisaires

et étapiers succèdent de jeunes recrues de la Landwehr et des civils, médecins et infirmières chargés du rapatriement des blessés allemands. Il faut bien sûr loger toutes ces « *blondes fille de Germanie* » qui tombent chez vous à neuf heures du soir comme une avalanche, escortées de femmes de chambre. En plus, elles ne sont pas commodes... Il leur faut des appartements gais et parquetés et une nourriture à leur gré. La fin du conflit que l'on sent proche rend leur présence encore plus insupportable. Le seul incident que l'on aura à déplorer entre des soldats allemands et des Etampois se produit le 2 mars 1871, lors du retour dans leur foyers des gardes mobiles de Seine-et-Oise et du Loiret. La proximité du sol natal et le vin du pays font éclater quelques bagarres avec les Prussiens à la sortie des auberges, mais le lendemain tout rentre dans l'ordre. La paix était signée.

Il y a toujours un risque à croire sur parole les récriminations locales contre la dureté de l'occupation prussienne. Les lettres et les mémoires que nos concitoyens envoient à l'administration ont tendance à surestimer l'ampleur des pertes, dans le but d'obtenir une indemnisation conséquente. De même les récits très postérieurs aux événements, insistent surtout sur les brutalités de la soldatesque ennemie. On peut quand même essayer de tirer un bilan de ces cinq mois de guerre et d'occupation dans la région d'Étampes.

#### Bilan de l'occupation prussienne et bavaroise

Après la guerre, des commissions cantonales sont mises en place pour évaluer l'ampleur des dégâts provoqués par l'occupation allemande. Il en ressort que l'arrondissement d'Étampes et le moins touché des cinq de Seine-et-Oise, avec celui de Mantes. Le dommage total est estimé à 3,8 millions de francs, soit quatre fois moins que le préjudice subi par l'arrondissement de Corbeil. Là-bas, les combats d'encerclement de Paris, le passage d'un demi-million de soldats et de 45 000 prisonniers ont pesé lourd.

Alphonse Brunard et ses adjoints qui sont restés en poste pendant toute la durée du conflit, sont en mesure de fournir à la commission d'indemnisation de l'Assemblée nationale, dès le mois d'avril 1871, une estimation précise et chiffrée de « la triste part réservée à notre commune dans les douleurs de la patrie » (19). Le *pretium doloris* se monte à environ 500 000 francs. Sur cette somme globale, les réquisitions en marchandises et en travail faites à la demande de l'occupant représentent un tiers du total. C'est la charge essentielle, alors que les réquisitions directes pratiquées par l'autorité militaire ne comptent que pour 1,8 %. Quand aux pertes subies par les habitants, dûment établies sur pièces justificatives, elles atteignent 29 % du montant global. Dans son rapport la municipalité ne peut s'empêcher d'observer que cette somme lui paraît élevée. Cet avis est suivi par la commission nationale qui révisé le chiffre à la baisse : les déclarants ne toucheront que 40 % des sommes demandées, en 1875.

Les dernières sources de dépenses sont les amendes, impôt de guerre et contributions que les Allemands ont tenté de percevoir. En Seine-et-Oise, les Prussiens ont essayé de reprendre à leur compte le fonctionnement administratif du département en installant un préfet à Versailles et un sous-préfet à Corbeil, l'arrondissement d'Étampes étant réuni à celui de Corbeil. Pour communiquer avec leurs nouveaux administrés les Allemands publièrent un *Moniteur officiel de Seine-et-Oise* qui devait être impérativement affiché dans les lieux publics. Pour plus de sûreté on obligea même les aubergistes à s'y abonner. Poussant le mimétisme administratif jusqu'au bout, le « *gouvernement de la France du Nord* », c'est-à-dire les Prussiens, exigea le paiement, dès le mois d'octobre, d'un douzième de l'impôt direct pendant le temps de l'occupation. Comme on s'en doute le système a mal fonctionné. Pour une fois qu'il était patriotique de ne pas payer ses impôts, les propriétaires étampois n'ont pas manqué l'occasion. Les Allemands qui n'étaient pas dupes ont fixé le montant à 150 % de sa valeur habituelle. Devant le peu de succès de cette « fiscalité ordinaire », la commune et le canton furent frappés d'un

impôt de guerre à titre de dédommagement. La somme fut fixée à 277 000 francs. On protesta, on fit trainer l'affaire, sachant que l'armistice et la paix étaient proches. Les Prussiens excédés kidnappèrent tous les maires du canton le 16 février 1871 et exigèrent le paiement sur le champ. Ils n'obtinrent que 20 % de la somme escomptée, levée par des emprunts forcés.

Ce bilan financier, parce qu'il est comptable et chiffré, en rend qu'imparfaitement compte des préjudices subis par la population. En temps de guerre, le malheur ne frappe pas également les individus et les groupes : les temps de crise exacerbent les égoïsmes autant qu'il vivifie les solidarités sociales.

Les agriculteurs ont été, sans conteste, les plus touchés, parce que l'isolement des fermes les exposait plus que d'autres à la rapine et aux exigences de l'ennemi. Or, on sait qu'Étampes était devenue un centre de ravitaillement de première importance. Le marché franc ne suffisait plus à contenir les animaux que les maquignons et les bouviers en uniformes avaient raflé dans la région. A titre d'exemple, la guerre coûta aux douze fermiers dépendant de l'hospice d'Étampes la somme de 34 322 F. La présence de troupes étrangères a interrompu les circuits traditionnels d'échange et l'accès aux marchés. Les céréaliers beaucerons ne furent pas les seuls à en souffrir ; tous les petits maraîchers qui vivaient des pratiques parisiennes ont vu leur débouché habituel se fermer pour cause de siège et absence de circulation ferroviaire. On ne se risque pas sur les routes avec une cargaison en ces temps troublés, d'autant que les troupes en marche n'hésitent pas à piller et saisir les charrettes et tombereaux. Longtemps après les hostilités, les journaux locaux regorgent d'annonces de paysans à la recherche de leur véhicule volé ou abandonné devant l'ennemi. Les archives municipales ont conservé la lettre d'un malheureux marchand de Milly-la-Forêt qui s'était rendu à Étampes pour profiter de la foire de Saint-Michel, sa voiture et ses chevaux ont été saisis par l'occupant !

Dans la zone des combats, les fermes qui servent de point d'appui ou de refuge pour les francs-tireurs sont détruites ou incendiées. A Beaune-la-Rolande, c'est dans une ferme que Jean Frédéric Bazille a été tué, alors qu'il tentait de mettre les enfants du lieu à l'abri.

Les ouvriers, les artisans et les journaliers, après les agriculteurs, ont été durement touchés parce que le conflit les a privés d'ouvrage. L'hiver est habituellement une morte saison, le volume du travail se réduit et les plus démunis doivent demander des secours au bureau de bienfaisance de la ville. La guerre a aggravé la situation. Les ateliers fermèrent dès le mois d'octobre, les entrepreneurs débauchèrent et certains commerçants plièrent boutique. Pour venir en aide aux chômeurs, le maire lança un emprunt de 30 000 francs, remboursable en cinq ans portant des intérêts à 5 %. Il ne fut souscrit qu'aux deux-tiers. L'appel à la solidarité intéressée ayant échoué, Alphonse Brunard imposa, malgré les protestations, une réquisition en argent. Une somme de 12 000 francs fut consacrée à des travaux de charité, en l'occurrence à l'achèvement de la route n° 49, d'Étampes à Saclas qui avait été commencée en 1847-1848, de la même façon par des ateliers de charité ! Une autre partie (8 650 F) servit à payer des kilos de pain distribués aux plus nécessiteux. Les secours aux classes laborieuses suscitèrent la réticence du journal local qui ne fut pas loin de penser, comme beaucoup de rentiers de la ville, que c'était de l'argent mal employé : « *On se souviendra de l'hiver des Prussiens [...] L'ouvrage est rare, plus rare que dans les hivers ordinaires ; la gelée a empêché la ville d'ouvrir les ateliers de travail qu'elle avait préparé pour venir au secours des ouvriers sans ouvrage [...] Disons cependant la vérité : quelques-uns se plaignent de ne pas avoir d'ouvrage en demandant [...] au Bon Dieu de n'en pas trouver. C'est un excellent prétexte pour aller flâner... quand on n'a pas de bois pour aller en chercher dans la propriété du voisin, plus de gendarmes et de gardes champêtres, on coupe même les arbres de chemins.* » (20).



Les classes moyennes et les petits propriétaires rentiers qui sont légion à Étampes, purent tenir le coup grâce à l'habileté du sous-préfet Vivaux ; celui-ci continua à verser leur traitement aux fonctionnaires et s'arrangea pour payer aux rentiers les revenus des titres d'Etat et des obligations de chemin de fer ! Si bien que la principale charge supportée par la bourgeoisie locale fut le logement des troupes et les exigences de la municipalité.

### **La Commune de Paris et celle d'Étampes**

Pour les Etampois, la guerre ne se termine vraiment qu'au début mars 1871, avec le retour au pays de leurs soldats, les moblots du bataillon d'Étampes, qui ont vécu la guerre dans et sous les murs de Paris puisqu'ils étaient arrivés dans la capitale, trois jours avant le bouclage. Comme le général Trochu jugeait que ces provinciaux n'étaient pas assez entraînés, ils avaient d'abord été casernés sur l'esplanade des Invalides où ils pouvaient faire de l'exercice. Puis, ils en furent chassés par les bataillons de la garde nationale parisienne et trouvent refuge dans les baraques des camelots des grands boulevards. L'hiver 1871 étant particulièrement rude, les Etampois n'ont pas le moral et gardent de la rancune contre les parisiens. Le commandement qui n'a pas confiance en eux les trouve tout juste bons à monter la garde aux fortifications. Ils s'installent dans l'inaction et tuent le temps. Les Parisiens regardent avec ironie ces « *seine-et-oisillons* » comme ils les surnomment et les considèrent comme des ruraux atteints d'un incurable mal du pays et d'une piètre valeur guerrière. De fait, ils ne participèrent peu aux combats. Ils restèrent à se geler dans les bastions ou dans la plaine de France. Un tiers d'entre eux tombèrent malades, victimes du froid, des privations et d'une épidémie de variole. Le mois de janvier 1871, celui des dernières offensives, fut particulièrement pénible. Un mobile raconte que : « *la graisse à fusils était devenue [une denrée] précieuse et convoitée et servait peu à l'entretien des armes mais beaucoup à la cuisine. Elle était pour tout le monde la sauce béarnaise, unique assaisonnement des steaks de cheval.* » (21). Le caporal Léonce, un Etampois qui avait passé le jour de l'an dans la plaine de Drancy par moins 16°, se souvient que pour améliorer l'ordinaire il avait envoyé deux hommes à Saint-Denis pour acheter deux bidons d'un vin qu'il connaissait, du pain blanc et du sucre pour faire un saladier de vin chaud. Il ajoute qu'à l'époque : « *au lieu des pralines, il valait mieux offrir à une dame du monde une demi-douzaine de harengs-saurs.* » (22).

Le seul combat auquel les moblots beaucerons fut celui de Buzenval, le 19 janvier 1871. Ultime tentative pour briser l'encerclement de Paris. A cette occasion on peut évoquer la figure méconnue de Jules Barbier. Ce fils d'un charretier de Saint-Cyr-la-Rivière est né à l'hospice d'Étampes, après une carrière militaire en Afrique du nord, il s'installe comme serrurier à Paris. Il a plus de quarante ans quand éclate la guerre avec la Prusse. Il est élu sous-lieutenant de la garde nationale, mais mécontent de l'inaction de cette troupe il démissionne et s'engage comme simple troupier dans un régiment de marche du département de la Seine. C'est à ce titre qu'il fait le coup de feu à Buzenval. Dire qu'il a combattu ce jour-là est un euphémisme. Il est blessé à trois reprises : une balle lui traverse la joue et lui arrache l'œil gauche, une autre lui fracasse le l'épaule et bras droit, une troisième lui arrache quelques orteils du pied gauche. Le 23 novembre 1871, Jules Barbier est fait chevalier de la légion d'honneur par le commandant la place militaire de Paris.

Quand les moblots rentrent dans la capitale, démoralisés et tête basse. Les officiers ont ordonné le silence dans les rangs. Quand ils traversent le quartier des Batignolles, quelques Parisiens les accueillent aux cris de : « *Capitulards, mangeurs de pain des Parisiens !* » La mésentente avec les provinciaux est totale. Elle permet de comprendre l'indifférence, voire l'hostilité que la Commune rencontra dans les campagnes proches de Paris.

Après l'armistice, les officiers reçurent l'ordre de dissoudre les bataillons de mobiles de Seine-et-Oise. Ce qui est fait le 7 février, car il n'y avait plus aucune discipline et l'État-major avait très peur que les

moblots cèdent leurs armes aux Parisiens. Le bataillon d'Étampes est officiellement dissous le 6 mars, mais les effectifs avaient déjà largement fondu. Si bien que peu de mobiles d'Étampes participèrent à la répression de la Commune parisienne.

Militaires ou civils, les Etampois n'ont jamais été partisans de la guerre à outrance comme les fédérés parisiens. La paix est accueillie avec soulagement, les élections et le gouvernement de Versailles sont gages d'un retour à la normale. Qu'importe que Monsieur Thiers soit qualifié de « *président définitif d'une république provisoire* », la République est bien, pour la province le régime qui divise le moins, personne n'ose parler de monarchie, quant au bonapartisme il a sombré dans la minute qui a suivi Sedan. L'Abeille d'Étampes, toujours laborieuse, dit qu'il faut voter pour avoir moins de révolution, qu'ici les citoyens ne s'intéressent qu'à leurs cultures, d'ailleurs proclamer la commune d'Étampes, cela ferait rire ! Quand l'insurrection éclate les Beaucerons maudissent les Parisiens : la guerre recommence et surtout le chemin de fer est à nouveau coupé. On entend le canon. Tout ça, à cause de : « quelques démagogues, des gens de désordre, qui d'ailleurs ont été lâches face aux Prussiens et qui refusent l'Assemblée issue des entrailles de la Nation [...] Savez-vous à quoi ils arriveront ? Ils arriveront à faire décapiter Paris ; la Province indignée sollicite en ce moment le gouvernement de se transporter dans une autre ville où il puisse en paix gouverner la France » (23). Les vœux de Henry de la Bigne seront exaucés, entre autres par son frère ! Léon de la Bigne, officier de carrière a été un des capitaines du bataillon d'Étampes de la garde mobile. Domicilié à Versailles, il semble qu'il ait repris du service pour participer à la répression de la Commune. Un an après, à Versailles il reçoit la croix des mains du grand-père de sa femme, le comte Duval de Grenonville. Un connaisseur en matière de maintien de l'ordre, puisque ce dernier était officier de la milice en Martinique, avant l'abolition de l'esclavage !

Parmi les Etampois qui ont participé à la répression contre les insurgés parisiens, il faut évoquer la figure de Henri Babin de Grandmaison. Il est le fils d'un ancien conseiller municipal, propriétaire du bois de Guinette qui s'est arrangé pour faire tomber une particule qui n'existait pas entre Babin et Grandmaison. Il s'attribuera plus tard une légion d'honneur imaginaire. Son fils Henri fait une carrière militaire qui le conduit à l'État-major. C'est un officier de bureau, en 1870, il se trouve enfermé à Metz au côté de Bazaine. Après la reddition, il est prisonnier en Allemagne. Rentré en France le 15 mars 1871, il fait parti de ces militaires que Thiers réclame à Bismarck pour mater la Commune. Comme toujours, Henri Babin est affecté à l'État-major. Il organise et participe à la reprise de la capitale. Le 31 mai 1871, alors que les barricades fument encore et que l'on fusille les derniers insurgés dans les casernes, ce soldat de bureau est fait chevalier de la légion d'honneur par le général comte Charles de Geslin.

Pendant les deux mois tragiques de la Commune, Étampes toujours loyaliste, détourne les yeux de Paris pour diriger son regard vers la préfecture de Sein-et-Oise soudain promue au rang de capitale. La ville se prend pour un petit Versailles. Les postiers du bureau de la gare d'Orléans (Austerlitz) sont repliés sur Étampes. Il faut les loger, comme s'ils étaient des militaires. Cela fait des mécontents mais ce n'est pas très grave car ils sont courtois, bien élevés et on ne les voit pas de la journée ! La bonne société étampoise apprécie surtout, parmi les réfugiés, les gens fort respectables qui ont bien des soucis. On leur souhaite, malgré les événements, un agréable séjour, comme à des touristes contraints par les intempéries de prolonger leur villégiature. Le journal local les flatte : « *Notre ville est toujours pleine de fugitifs [...] nous n'avons pas ici ces solliciteurs faméliques qui, à Versailles, assiègent les antichambres des ministères ; A Étampes, nos hôtes se contentent de jouir des beautés de la campagne qu'ils animent de leur présence [...] Bientôt ils nous quitteront, eux aussi, mais comme les baigneurs dans les stations thermales, de notre vie, ils ne connaîtront que l'extérieur, des nos maisons, ils n'auront guère vu que les murailles.* » (24). Comparer Étampes à une ville de cure, c'est pour le moins une anticipation anachronique de l'esprit vichyssois ! En même temps que la présence des « hôtes

distingués » la plume fielleuse du journal signale la présence sur les promenades des « minois chiffonnés » de quelques prostituées parisiennes qui ont fuit avec leur clientèle. Décidemment Étampes veut ressembler à Versailles jusqu'à la caricature !

Le mouvement communard n'a pas rencontré dans la ville que de l'hostilité, mais dans ce climat, les sympathies ont eu du mal à s'exprimer et n'avait aucun moyen de le faire. Quelques indices nous le laissent supposer, malgré la partialité de nos sources. Le tribunal a prononcé quelques condamnations pour « *cris séditieux et apologie du crime* ». Nous savons aussi par des allusions dans presse locale que les ouvriers étampois ont manifesté leur sympathie aux victimes de la semaine sanglante. C'est peu de choses, mais les traces sont plus profondes que ces maigres témoignages.

Parmi les communards de quelque notoriété qui ont un lien avec notre région on peu citer Maxime Vuillaume qui a passé son enfance à Saclas et qui fut élève au collège d'Étampes. Brillant sujet il poursuit des études et devint ingénieur des Ponts et Chaussées. En 1871, il est à Paris et (re)publie dès le début mars *Le Père Duchêne*, ou plutôt dès germinal an 79, puisqu'il s'agit de renouer avec la tradition Hébertiste et sans-culottiste, jusque dans le vocabulaire. Ci-dessous contre le général Trochu, que ses ennemis surnommaient : « *le participe passé du verbe trop choir* », rendu responsable par beaucoup, de l'échec des sorties parisiennes, désormais réfugié à Versailles :



Fig 13 et 14 : Le Journal de Vuillaume, du 2 germinal an 79 et le supplément illustré...

« Le père Duchêne est, ce matin, bougrement en colère après ce jean-foutre de Trochu, général pour rire, traître pour de bon, calotin de malheur qui vient de baver à Versailles des insultes sur notre bonne ville de paris, qu'il a vendu. [...] Mais misérable lâche ! Enragé fuyard, assassin de nos frères que tu as

*fait massacrer par le Prussien [...] il ne te reste donc plus, vilain bougre, une goutte de sang humain dans les veines ! Plus rien que de l'eau bénite et du fiel, Sale bête va ! »* (26). Vuillaume réussit à échapper à la répression et se réfugie en Suisse jusqu'à l'amnistie. Il publie plus tard « Mes cahiers rouges pendant la commune » (27).

Le souvenir de l'année terrible continuera à hanter les mémoires jusqu'à la première guerre mondiale, comme un horizon indépassable.

Le 11 août 1872, Alphonse Brunard inaugure dans le cimetière Notre-Dame, à flanc de coteau, le monument aux morts de la guerre de 1870-1871. Il a été financé par une société patriotique. C'est un obélisque surmonté d'une croix qui porte sur trois faces les noms des combattants morts dans les hôpitaux improvisés à Étampes. On peut y lire la diversité des origines de ceux qui y figurent. A côté de soldats des régiments de ligne, il y a des mobiles du Lot, du Cantal et un tirailleur algérien. Dans son discours, en présence des autorités préfectorales, le maire parle à peine du conflit encore présent dans toutes les mémoires, mais il profite des circonstances pour lancer un appel à la réconciliation : *« Surtout restons unis. Ne séparons pas le peuple de la bourgeoisie. Nous sommes tous le peuple français, et nous aimons également la Liberté. Le bourgeois d'aujourd'hui, d'ailleurs est l'ouvrier d'hier. Vous en avez de nombreux exemples dans ce pays laborieux »*.

Ce message, le docteur Amodru, maire de Chamarande et propriétaire du Château, l'avait bien compris, à sa manière. Bourgeois catholique et fortuné, il sut se faire élire député de la circonscription d'Étampes, de 1893 à 1910, comme républicain modéré, en cultivant la mémoire des anciens combattants de 1870-1871, en favorisant les progrès édilitaires, mais en refusant de voter la loi de 1905 sur la séparation de l'église et de l'État. Une forme de synthèse locale, un compromis à la beauceronne ou à la hurepoise !



Fig 15 : Carte postale ancienne : les anciens combattants de 1870-1871 à Étampes, coll privée.

Claude Robinot

#### Notes :

1 – *L'Abeille d'Étampes*, 9 juillet 1870



- 2 – idem, 16 juillet 1870
- 3 et 4 – idem, 23 juillet 1870
- 5 – idem, 30 juillet 1870
- 6 – Dans une lettre de Félix Michault de Lardy, in *L'année terrible*, dossier d'exposition des archives départementales de l'Essonne. ADE.
- 7 - ibidem
- 8 – Lettre du sous-préfet, le 6 septembre 1870, ibidem
- 9 – Rapport d'enquête, janvier 1872, ibidem
- 10 – Gustave Desjardins, Tableau de la guerre des Allemands en seine-et-Oise, 1873
- 11 – Gaston Couté, *Complainte des ramasseurs d'morts*, in *La chanson d'un gas qu'a mal tourné*
- 12 – Mgr Baunard, Le général de Sonis, Paris, 1890.
- 13 – L'Abeille d'Étampes, 3 décembre 1870
- 14 – idem, 24 septembre 1870
- 15 - <http://www.Corpus Etampois.com/cee-moulinBrunard.html>
- 16 – idem, 24 septembre 1870
- 17 – Gabriel Fautras, De la Loire à l'Oder, Bibliothèque des Ecoles et des familles, 1899
- 18 – L'Abeille, 12 novembre 1870
- 19 – L'Abeille, 5 novembre 1870
- 20 – Registre des délibérations municipales, correspondances et dossiers d'indemnisation pour tous les chiffres qui suivent (Archives Municipales d'Étampes)
- 21 - L'Abeille, 28 janvier 1871
- 22 – Gabriel Cottureau, souvenir d'un mobile de Seine et Oise, Paris, sd
- 23 – L'Abeille, 2 janvier 1904
- 24 – L'Abeille, 11 mars 1871
- 25 – L'Abeille, 22 avril 1871
- 26 – Maxime Vuillaume, Le Père Duchêne, n° 7
- 27 – Maxime Vuillaume, Mes cahiers rouges pendant la commune, 1908-1914, publiés dans les carnets de la quinzaine de Charles Péguy. De larges extraits sont disponibles en ligne.